



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 14 No 5 Août 2012



Développement d'infrastructure Plan Majeur Régional

par Joseph Ngwawi

LE DÉVELOPPEMENT d'infrastructure a été placé au cœur de l'ordre du jour de développement de la communauté dans la région et les efforts concertés sont faits pour garantir la disponibilité d'un système intégré, efficace et efficace prix de soutenir le développement économique régional et le commerce.

On s'attend à ce qu'au 32^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC fixé pour le 17-18 Août en Mozambique accélère la disposition d'infrastructure régionale, vue comme une fondation critique pour la prise de conscience d'objectifs d'intégration régionaux.

Un certain nombre de développement clé sont survenus depuis le dernier sommet en Angola en 2011, en incluant la finalisation du plan majeur de développement d'infrastructure régional.

Les ministres responsables de l'infrastructure ont été d'accord sur le brouillon du Plan Majeure de Développement d'Infrastructure Régional de la SADC à une réunion à Luanda, en Angola vers le fin de Juin, en ouvrant la voie à l'approbation finale du document par les leaders pendant le prochain Sommet fixé pour Maputo.

Le plan majeure de la SADC guidera l'implémentation coordonnés, intégrés, efficaces de réseaux d'infrastructure, trans-frontière dans les six secteurs prioritaire d'énergie, du transport, du tourisme, de la technologie d'informatique, de la météorologie et de l'eau.

Les projets d'infrastructure de priorité identifiés seront exécutés dans trois phases pendant 15 ans s'étendant à partir de 2012 à 2027 à un prix d'environ US\$500 milliards, avec le transport, l'énergie et l'eau prenant la part importante des exigences de financement.

La région va certainement commander des projets de génération d'électricité qui fourniront 17,000 mégawatts (MW) dans les trois ans prochains à 2015, pendant que la région pourrait atteindre l'indépendance dans le pouvoir d'ici à 2014.

Une conférence d'investissement est planifiée entre Janvier et Mars 2013 pour attirer des investisseurs potentiels pour les projets d'infrastructure régionaux identifiés pendant que les spectacles routiers sont aussi planifiés en Asie, Europe et aux États-Unis pour le même but.

On s'attend aussi à ce que les chefs considèrent les rapports du Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale, qui était tacher pendant le Sommet 2011 tenu en Angola à trouver des façons pour consolider la Zone de Libre-Échange (ZLE) de la SADC; l'établissement de l'Union Douanière de la SADC et de la ZLE Tripartite impliquant la SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de L'est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
UNION AFRICAINE	5
ÉNERGIE	6
INFRASTRUCTURE	7
DEVELOPPEMENT DURABLE	8-9
CHANGEMENT CLIMATIQUE	10
PARITÉ DES SEXES	11
EDUCATION	12
CHINE-AFRIQUE	13
ÉLECTIONS	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...

Développement d'infrastructure, Plan Majeur Régional

Le détachement spécial a adopté un programme de travail pour la consolidation du ZLE de la SADC en Août 2010, qui a inclus des mesures pour faciliter l'avènement des Etats-Membres qui ne participent pas encore au ZLE de la SADC; l'implémentation complète du ZLE; et l'aide commerciale, en incluant le développement d'infrastructure.

Le programme de travail inclut aussi des mesures pour adresser des barrières non-tarifaires (NTBs), simplifier les règles d'origine aussi bien que l'harmonisation et l'implémentation efficace de documentation et des procédures de la douane.

Le Secrétaire Exécutif de la SADC, Tomaz Augusto Salomão a pendant les deux ans passés mené des missions de haut niveau aux Seychelles et en Angola et s'entretient avec la République Démocratique du Congo (RDC) à propos de l'avènement au Protocole de la SADC sur le Commerce et la participation dans la ZLE.

Les Seychelles ont pris une décision pour accéder au Protocole et, conformément aux procédures de l'avènement, ont soumis une lettre d'intention et une offre pour l'accès du marché au Secrétariat. Le Secrétariat fournit le soutien nécessaire aux Seychelles.

Après les consultations de haut niveau entre Salomão et la direction politique en Angola en 2011, une équipe technique du Secrétariat a visité l'Angola cette année pour évaluer les efforts en cours vers la réhabilitation industrielle aussi bien qu'économique et le développement d'infrastructure par le gouvernement. La mission a aussi aidé l'Angola dans le fait de préparer un guide vers l'avènement.

Le programme de travail sur la consolidation de la ZLE prévoit une révision supplémentaire des règles d'origine pour les simplifier davantage et garantir qu'ils sont



Barrage de Cahora Bassa en Mozambique

d'un grand soutien au commerce intra régional. Une telle révision devrait inclure des réformes sur les aspects administratifs des règles comme e-certification.

Un groupe spécialisé sur les règles d'origine pour les textiles et les vêtements a été établi pour préparer des recommandations spécifiques à la réforme des règles pour les secteurs qui n'ont pas été adressées pendant la première révision complète des règles d'origine.

Le Sommet de 2011 a conseillé au Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale d'expédier le travail nécessaire menant à l'accord et à la compréhension commune sur les paramètres de l'Union Douanière de la SADC proposée aussi bien que les points de référence ou les bornes routières exigées pour l'établissement de l'Union Douanière.

Le détachement spécial a reçu mandat aussi de développer un modèle de l'Union Douanière et les modalités qui devraient être suivies pour l'implémentation de l'union.

Le Forum de Négociation Commercial Tripartite (TTNF) impliquant COMESA-SADC-EAC a agréé à l'horaire et au format des négociations pour établir un marché intégré couvrant 27 pays dans l'Afrique de l'est et australe.

C'a été adopté au premier tour de négociations tenues en Décembre l'année dernière après le lancement historique de négociations par les chefs des trois communautés économiques régionales en Juin la même année.

Le TTNF a agréé de se rencontrer au moins quatre fois par an pendant la première phase des négociations. On fixe que la première phase des négociations s'accomplisse au cours de 36 mois (jusqu'à ce qu'à la fin de 2014) et adressera des questions comme la libéralisation tarifaire, les règles d'origine, la coopération de la douane et les questions concernant la douane, les barrières non tarifaires, mesures hygiéniques et phytosanitaire, les barrières techniques de commerce, le règlement de dispute et des remèdes de commerce.

La deuxième phase des négociations se concentrera à négocier le commerce dans les services et aux problèmes lié au commerce, en incluant les droits

Dialogue politique

LE PROGRÈS significatif a été fait du point de vue de la stabilité politique dans la région pendant l'année passée, en incluant des dialogues politiques au Lesotho, au Madagascar et au Zimbabwe.

Le Lesotho a tenu des élections générales longtemps attendues en Mai après le dialogue de deux ans, négocié par la SADC visées à la conclusion d'une solution durable de la polarisation politique du pays.

Les parties politiques au Madagascar ont signé un accord en Septembre 2011 qui permet le retour du chef exilé Marc Ravalomanana et ouvre la voie aux élections à être tenues pendant un an pour rétablir la démocratie sur l'île de l'Océan Indien.



Président Armando Guebuza

de propriété intellectuelle, la politique de compétition et le développement et l'esprit de compétition du commerce. Le fait de faciliter le mouvement des personnes d'affaires dans la région sera négocié en parallèle avec la première phase.

On fixe que le Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement entre en vigueur très bientôt. Simplement qu'un dépôt des instruments de ratification est exigé.

À partir du dernier Sommet, 13 Etats-Membres avaient signé le Protocole, à l'exception du Botswana et de l'Île Maurice, pendant que huit avait ratifié l'instrument, nommément l'Angola, le Lesotho, la Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la République Unie de la Tanzanie et le Zimbabwe.

La RDC, le Madagascar, le Malawi, le Swaziland et la Zambie - n'avaient pas encore ratifié le Protocole au moment du Sommet 2011. La Zambie a dit qu'il était aux stades avancés de recevoir le Protocole ratifié par ses corps statutaires. r

Le Madagascar a été suspendu de SADC et l'Union Africaine après un coup de 2009 qui a remplacé Ravalomanana avec de ce temps-là maire d'Antananarivo, Andre Rajoelina.

L'accord négocié par la SADC tient compte du retour sans condition de l'exil de Ravalomanana et pour l'établissement d'institutions transitionnelles en avance des élections. Pourtant, on n'a pas encore permis à Ravalomanana de revenir.

SADC facilite aussi le dialogue politique au Zimbabwe où le Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud travaille avec les membres du gouvernement global pour développer un guide vers les élections. r

La SADC accomplit l'audit sur le protocole commercial

LE SECRETARIAT de la SADC a commandé un audit sur l'implémentation du Protocole de la SADC sur le Commerce.

Signé en 1996 et entrant en vigueur en 2000 après un processus de ratification, le Protocole de la SADC sur le Commerce vise de promouvoir le commerce parmi les Etats-Membres par l'élimination des tarifs de la douane et des barrières non tarifaires. Un total de 12 Etats-Membres de la SADC ont signé le Protocole et font ainsi partie de la Zone de Libre-Echange (ZLE), à l'exception de l'Angola et de la République Démocratique du Congo qui ont demandé plus de temps avant de rejoindre la ZLE. Le Madagascar est suspendu des activités de la SADC.

L'implémentation du protocole commercial a été un processus régional de longue durée qui a continué même au-delà du lancement formel de la ZLE en Août 2008 et cette année marque la dernière année de la réduction progressive tarifaire et d'évaluation finale.

Pour reconsidérer le processus d'implémentation, la SADC a chargé le Moyeu Commercial de l'Afrique Australe d'accomplir un audit de tous les signataires au Protocole de la SADC sur le Commerce.

L'audit – la sixième de sa sorte depuis que le Protocole est entrée en vigueur impliquera des visites aux pays à tous les Etats-Membres de la SADC qui sont des signataires.

Les visites aux pays sont visées au ramassage des informations pour le rapport d'audit et, particulièrement cueillir des vues d'un grand choix de parieurs concernant leurs expériences en comment le Protocole de la SADC sur le Commerce a été exécuté.

Pour l'instant, les visites d'audit ont été fait au Botswana, au Lesotho, en Malawi, à l'Ile Maurice, au Mozambique, au Namibie, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe.

Selon le Moyeu Commercial de l'Afrique Australe, le résultat de l'évaluation sera un rapport d'audit qui sera reconsidéré par le Forum des Négociations du Commerce de la SADC, les fonctionnaires supérieurs et le Comité des Ministres de Commerce à Gaborone, en Botswana.

Le dernier audit fait en 2011 a montré que l'acquiescement général de la réduction-progessif tarifaire 2011 était haut. La table ci-dessous fournit un résumé du statut d'implémentation pour les Etats-Membres individuels.

Pendant que l'acquiescement est généralement bon, les contradictions continuent à survenir pour les lignes tarifaires individuelles. Pourtant, ces contradictions de ligne tarifaires deviendront de plus en plus hors de propos comme les Etats membres accomplissent la réduction progressive tarifaire en 2012.

Le rapport d'audit de 2011 indique aussi que le progrès significatif a été fait dans le fait

d'adresser pas seulement les questions de la ZLE, mais aussi la plus large vision d'intégration régionale de la SADC.

Par exemple, le commerce intra-SADC s'est rétabli de façon significative depuis la crise économique globale de 2008 et montre une expansion substantielle pendant la période d'implémentation de la ZLE de la SADC.

Les règles d'Origine continuent à être discutées dans le contexte de la SADC, spécialement dans le Groupe de travail des Experts sur les Textiles et les Vêtements.

Il y a eu un progrès substantiel dans le développement et l'implémentation du mécanisme surveillant pour les Barrières Non-Tarifaires (NTBs) aussi bien que sur le renforcement des initiatives d'aide commerciales dans la SADC.

Les Etats-Membres sont aussi plus conscients de l'impact des NTBs et se déplacent vers une approche plus systématique au

fait d'adresser ces mesures. Pendant que beaucoup doit être fait, le système contrôlant du NTB en ligne a progressé de façon significative pendant le cours de l'année passée, changeant de presque aucune plaintes résolues à presque 70 pour cent résolu.

Au plus large ordre du jour de l'intégration de la SADC, les Etats-Membres se préparent à négocier activement sous la ZLE Tripartite. La ZLE Tripartite, communément connu comme "Grand" ZLE implique deux autres communautés économiques régionales : le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

Le COMESA-EAC-SADC a l'intention de lancer la ZLE Tripartite élargi couvrant 27 pays dans l'Afrique de l'est et australe quand complètement opérationnel on s'attend à ce que le marché libre augmente le commerce et approfondisse l'intégration parmi les Etats-Membres. r

Résumé de la réduction progressive tarifaire de 2011

	Exécutées	Méthode	Notes
SACU <i>(Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland et Afrique du Sud)</i>	Oui	Service de Revenu de l'Afrique du Sud (SARS) Site Internet	La réduction progressive tarifaire de SACU accomplie en 2008
Malawi	Partiel	Le site Internet d'Autorité de Revenu du Malawi et les soumissions par le Malawi	Le Malawi réduit progressivement quelques taxes de la SADC tout au long de l'année passée, mais, à partir d'Avril 2011, le Malawi était toujours aux niveaux de réduction tarifaires de 2004/2005.
Ile Maurice	Oui	Visit du Pays	Pendant la visite du pays en Avril 2011, l'Autorité de la Revenu de l'Ile Maurice a avisé que la réduction progressive tarifaire de 2011 devait être publiée officiellement en Mai/Juin.
Mozambique	Oui	L'Autorité de la Revenu Mozambicaine	Le Bloc d'approbation de réduction progressive tarifaire de la SADC
Tanzanie	Oui	Visit du Pays	Le Bloc d'approbation de réduction progressive tarifaire de la SADC. Les dérogations demandées pour le sucre et les catégories spécifiques de papier.
Zambie	Oui	Le Secretariat de la SADC	Le Bloc d'approbation à partir de 2008 à 2012 publié officiellement par SI 103 de 2008.
Zimbabwe	Non	Pays notifié	Le Zimbabwe a demandé et a reçu la dérogation de réduction progressive tarifaire.

La Zambie, la Tanzanie révisent les opérations de Tazara

LA REPUBLIQUE Unie de la Tanzanie et la Zambie ont approuvés à établir un comité d'experts pour reconsidérer l'acte de Chemin de fer de Tanzanie-Zambie dans un mouvement visé aux opérations d'améliorer la ligne de chemin de fer conjointement possédée.

Le Conseil des Ministres des deux ont approuvés pendant une réunion en Juin que la révision devrait s'ensuivre dans des changements structurels dans l'administration de l'Autorité de Chemin de fer de Tanzanie-Zambie (Tazara).

À présent, l'acte de Tazara de 1975, qui a été reconsidéré en 1995, déclare que la position du directeur général serait occupée par quelqu'un de la Zambie pendant que ce du député du directeur général est réservé pour un Tanzanien.

Parmi d'autres changements, la révision peut se résulter dans une situation où les détenteurs des deux positions seraient nommés sur le mérite par opposition au système actuel.

Le Ministre de Transport de la Zambie, Yamfwa Mukanga a dit que son pays s'est engagé à injecter US\$10 million pour la recapitalisation de la société de chemin de fer, mais qu'au départ il investirait \$5 millions pour augmenter le volume de cargaison et de passagers.

"Parmi les problèmes faisant face à Tazara est la capitalisation. Nous avons fait une disposition pour les fonds pendant l'exercice financier actuel pour permettre au chemin de fer d'augmenter des passagers et la cargaison," a dit Mukanga, qui est le président du Conseil des Ministres de Tazara.

Tazara est un transport clé pour la cargaison, surtout le cuivre et d'autres minéraux minière de Zambie à Dar es Salaam pour l'exportation aux marchés d'outre-mer. Il transporte aussi des passagers.

Tazara est une porte ouverte aux marchés d'affaires de l'Afrique de l'est et australe couvrant non seulement la SAD

C mais aussi le Marché Commun pour l'Afrique de l'est et Australe (COMESA).

La ligne de chemin de fer de Tazara de 1,860 kilomètres, s'étendant de Dar es Salaam en Tanzanie à Kapiri Mposhi en Zambie, a été construite entre 1970 et 1973 où le gouvernement chinois a étendu un prêt de US\$500 million pour sa construction et a surveillé le travail qui a été accompli en avance des prévisions.

Selon le Directeur Général de Tazara Akashambatwa Lewanika, la performance de la société s'est améliorée depuis 2008/09 quand 383,055 tonnes métriques de cargaison ont été transportées, à 533,964 tonnes métriques dans l'exercice financier 2010/2011.

La cible est d'augmenter la circulation des marchandises à un million de tonnes métriques par an pendant quelques années prochaines.



Locomotive sur le chemin de fer de Tazara

Le chemin de fer a été lancé par le Président fondateur de la Tanzanie, Julius K. Nyerere et le premier Président de la Zambie, Dr Kenneth Kaunda. r

L'ACP demande la flexibilité aux négociations d'EPA

LE GROUPE des États Africain, Antillais et Pacifique (ACP) ont demandé une flexibilité aux négociations avec l'Europe sur les Accords d'Association Économiques (EPAs).

Le Conseil des Ministres de l'ACP, qui s'est rencontré à Port Vila, en Vanuatu, en Juin, a adoptées des résolutions sur plusieurs questions en incluant des mesures pour améliorer le commerce avec l'UE dans le sucre, le tabac et le coton.

Les ministres de l'ACP ont dit qu'ils s'engagent à terminer les négociations avec l'Europe sur l'EPAs.

"Malgré les défis, nous restons engagés à la fin des négociations, mais nous ne pouvons pas insister assez sur le besoin de placer le

développement fermement au

coeur de notre ordre du jour," a dit Alva Baptiste, le Ministre des Affaires Etrangères de St Lucia, le président entrant du Conseil des Ministres de l'ACP.

Il a dit que jusqu'à ce que les questions contestées ne soient adressées "c'est difficile pour nos régions de signer l'EPAs et nous continuons notre demande d'une flexibilité de la part de nos partenaires de l'Union Européenne dans la réalisation mutuellement approuvé et les accords mutuellement favorables.

"Nous réitérons notre appel à la Commission de l'UE pour retirer sa proposition d'amender le Règlement d'Accès du Marché 1528, qui impose une date limite unilatérale pour conclure les accords commerciaux," a-t-il dit, en notant que la mesure était "mettre la pression indue sur nos pays pour signer l'EPAs sans correctement adresser des secteurs qui peuvent menacer la stabilité et la croissance de leurs pays."

Il a dit que l'ACP croyait que par la valeur de dialogue et était confiant que "dans

l'esprit de l'association enregistré dans l'Accord Cotonou, nous pouvons trouver une voie hors de cette impasse".

L'Accord Cotonou signé en 2000 a mis en place un cadre de coopération commercial visé à libéraliser le commerce entre l'ACP et l'UE et a aussi précisé qu'un nouveau régime compatible de l'Organisation Commercial Mondial ou un EPA doivent être approuvé vers la fin de 2007.

L'ACP intensifie aussi des efforts pour faire pression contre des nouvelles directives qui limiteront davantage la production et la consommation du tabac sous le traité global mené par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les ministres ont résolu à s'opposer à l'approbation du brouillon des directives aux sections du Cadre de la Convention sur le Contrôle de Tabac (OMS-FCTC) qui traite des mesures pour contrôler la demande de tabac comme les taxes et le règlement des contenus et des émissions de produits de tabac.

L'OMS-FCTC est le premier traité public global de santé du monde, qui est entré en vigueur en Février 2005. Il a été signé par 168 des 192 des Etats- Membres de l'OMS et plus de 170 des Etats- Membres de l'OMS sont devenus des parties à la convention. r





Les cibles de l'UA ont amélioré le commerce intra-régional

L'UNION AFRICAINE a approuvé de renforcer le commerce intra-régional en enlevant des barrières qui entravent à présent des transactions commerciales parmi les Etats-Membres.

Le président sortant de la Commission d'UA, Jean Ping, a dit que le commerce intra-Africain est à présent à environ 10 pour cent des transactions totales du continent avec le reste

du monde, une situation inquiétante.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA ont échangé des vues à l'ordre du jour sur le développement pour le continent sous le thème "l'Amélioration du Commerce intra-Africain".

Le Premier Ministre du Lesotho récemment élu, Thomas Thabane, a exprimé le besoin urgent pour l'Afrique d'adresser

la question de pauvreté et de sous-développement sur le continent en promouvant le commerce intra-Africain comme un facteur de consolidation de paix.

Il n'y a aucun doute que le commerce parmi nos pays est clé à l'acquisition du développement économique durable, la création d'emplois, particulièrement pour les jeunes et à l'intégration efficace de

l'Afrique dans l'économie mondiale," Thabane a dit.

Le rehaut du sommet de la SADC était l'élection du candidat de la SADC, Nkosazana Dlamini-Zuma, actuellement le Ministre sud-Africain des Affaires Internes comme le nouveau Président de la Commission de l'UA et d'Erastus Mwencha du Kenya comme le député du président. r

Profil

Dr Nkosazana Dlamini-Zuma

LA CANDIDATE sponsorisée par la SADC, Nkosazana Dlamini-Zuma de l'Afrique du Sud, a gravé son nom dans les livres d'histoire après avoir devenue la première de l'Afrique australe à être à la tête de la Commission de l'Union Africaine.

Dlamini-Zuma, 63, a vaincu le président en exercice, Jean Ping, au cours des élections tenues au Sommet de l'UA en Juillet pour choisir le président de la Commission de l'UA, qui est le secrétariat de l'Union Africaine de 54 nations.

La victoire de Dlamini-Zuma a suivi une pression intense par les Etats-Membres de la SADC, qui a soutenu que c'était temps pour l'Afrique Australe de mener la Commission de l'UA vu que d'autres régions en Afrique ont eu l'opportunité d'occuper le poste supérieur.

L'Afrique de l'Ouest et Centrale a déjà eu leurs candidats occupant le poste supérieur de l'UA, avec Omar Alpha Konare du Mali et Ping, du Gabon.

Un administrateur adroit et un diplomate avec une vision Panafricaine, Dlamini-Zuma était rapide pour mettre de côté la politique de partisan comme elle a demandé une unité Africaine après sa victoire.

"Je ne suis pas un Anglophone, je suis un zoulou," a-t-elle dit dans peu de ses premières remarques après avoir gagné l'élection.

Elle a précisé qu'elle "exécuterait des programmes ... convenu par chacun" plutôt que "consulter l'Anglophone et le Francophone."

Dlamini-Zuma a tenu des positions ministérielles clé dans chaque gouvernement sud-Africain depuis que Nelson Mandela est devenu le président après les premières élections démocratiques en 1994.

Un docteur médical par entraînement, Dlamini-Zuma était la premier Ministre noir de la Santé de l'Afrique du Sud entre 1994 and 1999 quand elle a fait preuve de l'initiative exemplaire dans la transformation du système de santé du pays en présentant la législation qui a fourni aux pauvres l'accès gratuit aux soins médicaux fondamentaux.

Elle a marqué encore un titre en 1999 où elle a été nommée par le Président Thabo Mbeki comme la première femme Ministre des Affaires Etrangères dans une Afrique du Sud démocratique et elle a servi dans ce poste pour 10 ans.



Elle est devenue la Ministre des Affaires Interne le 10 Mai 2009, le troisième déploiement dans l'Exécutif par trois présidents successifs.

Ses nouvelles responsabilités sont une continuation des décennies d'une vie de lutte et de sacrifice qui a commencé au cours des années 1970 où elle était une activiste en KwaZulu Natal, où elle est montée par les grades pour devenir la vice-présidente de l'Organisation d'Étudiants sud-Africaine (SASO) de ce temps-là mené par le défunt Steve Biko.

Son activisme n'a pas échappé à l'attention de l'appareil de sécurité de l'apartheid, qui, par une campagne suivie d'harcèlement, l'a finalement forcée dans l'exil au cours des années 1970 pour rejoindre le Congrès National Africain (ANC).

Armée avec un Diplôme Licencié en sciences spécialisé dans la Zoologie et la Botanique, elle a continué ses études à l'Université de Bristol en exerçant simultanément les fonctions du président de la Ligue de Jeune ANC en Grande-Bretagne pendant 1977 et 1978.

Après la remise des diplômes en 1978, elle a travaillé à l'Hôpital Frenchay à Bristol pour deux ans, suivis par une autre tour de deux ans à l'Hôpital Mémorial du Croix-Rouge Canadien à Berkshire.

Entre 1980 et 1985, Dlamini-Zuma a été déployé par l'ANC à l'Hôpital Gouvernemental Mbabane en Swaziland où elle était responsable des besoins médicaux des cadres de l'ANC dans ce pays.

Elle a été déployée au département de la Santé de l'ANC s en Zambie pendant 1989 et 1990, où elle a contribué un rôle principal dans les soins médicaux de la communauté en exil et a fait une contribution importante au fait de faire un avant-projet d'une politique de santé postapartheid.

Quand l'ANC a été non interdit en 1990, Dlamini-Zuma est revenu avec d'autres membres de l'ANC en exil pour aider à réorganiser juridiquement l'ANC à l'intérieur du pays et se préparer aux négociations entre l'ANC et le gouvernement permettant l'apartheid.

Dlamini-Zuma apporte cette accumulation d'expérience pendant les 40 ans passés à l'administration de l'Union Africaine et fait face aux attentes vastes de l'Afrique et particulièrement de l'Afrique australe. Elle est la première femme de présider le poste de la Commission. r



La mise à jour d'infrastructure de transmission Zambien pour promouvoir la sécurité d'énergie de la SADC

par Patson Phiri

IL EST fixé que le commerce d'énergie régionale dans l'Afrique australe s'améliore suivants des plans de la Zambie pour rénover l'infrastructure de transmission clé qui raccorde au pays avoisinant la Namibie et le reste de Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP).

La Zambie est fixée de moderniser la ligne de transmission d'électricité de 341 kms entre Kafue, juste à l'extérieur de Lusaka et Livingstone dans la partie du sud du pays.

On s'attend à ce que la modernisation augmente la capacité de la ligne à 330kiloVolts (kV) de son de sa capacité actuelle de 220kV. Cela augmentera l'intégrité et la qualité de transmission d'énergie domestique aussi bien que faciliter le commerce d'énergie régional avec les pays de la SAPP de 12 membres.

Le projet améliorera la distribution d'énergie régionale et triplera la capacité de transmission d'électricité entre la station d'hydroélectricité de Victoria Falls et Lusaka et est une initiative prioritaire pour la Société de Réserves d'Électricité de la Zambie (ZESCO).

La mise à jour est indispensable pour des réserves améliorées dans la Zambie et soulager la congestion sur la grille du SAPP pour garantir que les réserves d'énergie marchent en pair avec la croissance économique dans la région. Elle améliorera le lien d'énergie entre la Zambie et la Namibie et permettra le commerce d'électricité possible par l'interconnecteur de Caprivi.

Le projet inclura la construction des nouvelles sous-stations et le remplacement de l'infrastructure d'énergie de 50 ans. La capacité de transmission générale sera augmentée de 120 MW à 360 MW.

La modernisation de la ligne de transmission augmentera

aussi l'accès de la région à l'hydroélectricité et réduira la dépendance du pays à l'énergie produit du pétrole et du charbon et réduira les obscurités totale électriques.

“La modernisation du Kafue - le projet de la ligne de transmission de Livingstone fournira l'électricité supplémentaire des provinces du sud et occidentales de la Zambie et d'autres pays dans le Pool Énergétique de l'Afrique Australe,” a dit le directeur général de ZESCO, Cyprian Chitundu.

On s'attend à ce que le projet coûte US\$100 million, avec la Banque d'Investissement Européenne (EIB) rencontrant environ un tiers du prix. La Zambie a signé un accord d'US \$30 million avec la EIB en Mai pour financer la modernisation de la transmission de Kafue-Livingstone.

L'accord de financement a été signé à Lusaka par le Ministre de la Finance Zambien, Alexander

Electricité pylône sur le réseau régional

Chikwanda et les fonctionnaires supérieure de l'EIB. La Banque Mondiale, le Fonds en Fidéicommis d'Infrastructure d'UE-Afrique et ZESCO seront des co-financiers pour le projet, qui est attendu être accompli vers la fin de 2014.

“L'accès à l'électricité est essentielle pour accomplir les Buts de Développement du Millénaire et promouvoir le développement durable. La Banque d'Investissement Européenne s'est engagé au soutien du secteur d'énergie Zambien et de la contribution aux buts globaux accentués à l'Année Internationale d'Énergie Durable pour Tous de 2012,” a dit Plutarchos Sakellaris, Vice-président de la Banque d'Investissement Européen.

La ligne originale a été construite au cours des années 1970 pour permettre la modernisation facile et coût- efficace si nécessaire. Le projet de modernisation utilisera l'infrastructure existante et la technologie vérifiée, résultant à un bas impact à l'environnement et à un coût d'investissement réduit.

Les Fonds en Fidéicommis d'Infrastructure d'UE- Afrique doivent approuver la subvention de €5.55 millions (US\$7 millions), partagé en deux constituants.

Le premier est la subvention des taux d'intérêt de €5.2 millions (US\$6.9 millions) pendant que €350,000 (d'US\$439,000) seront une subvention d'assistance technique pour soutenir l'obtention et le contrôlant. sardc.net r

La SADC attire des investisseurs pour le projet de ZiZaBoNa

L'AFRIQUE AUSTRALE a intensifié des efforts pour attirer des investisseurs pour développer un inter connecteur de transmission d'électricité reliant le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie.

Communément connu comme ZiZaBoNa, le projet d'inter connecteur de transmission a la capacité pour augmenter le commerce d'énergie parmi les utilités participant, aussi bien que de fournir un trajet de transmission d'énergie alternatif et aider la décongestion du corridor de transmission central existant.

Le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP), qui coordonne la planification, la génération, la transmission et le marketing d'électricité de la part des utilités des Etats-Membres de la SADC, a dit qu'une table ronde d'investisseur a été tenue en Juillet pour attirer des financiers potentiels pour le projet.

La table ronde tenue à Swakopmund, en Namibie, en Juillet visée au financement d'un montant d'US\$223 millions pour le projet.

Les compagnies utilitaires des quatre pays respectives - on s'attend à ce que l'Autorité de

Réserves d'Électricité du Zimbabwe (ZESA), la Compagnie de Réserves d'Électricité de la Zambie (ZESCO), la Société d'Énergie du Botswana (BPC) et la Compagnie d'Énergie de la Namibie (NamPower) - financent des parties du projet tombant dans leurs limites nationales.

Le projet va être exécuté dans deux phases. La première phase couvrira la construction d'une ligne de 120 kilomètres à 330 kiloVolt de la Centrale Hwange à Victoria Falls où une station d'interrupteur sera construite sur le côté du Zimbabwe. La ligne s'étendra à une sous-station à Livingstone en Zambie.

La deuxième phase, qui sera financée sous une compagnie spéciale à être appelée ZiZaBoNa Société Privé Anonyme, impliquera la construction de la ligne de 300 kms 330kV de Livingstone à Katima Mulilo en Namibie, à travers Pandamatenga au Botswana.

L'inter connecteur de Zimbabwe-Zambie sera construit comme une ligne de haut voltage avec une capacité de transmission de 430kV. Pourtant, il opérera comme une ligne de 330kV pendant la première phase. r

Le plan d'infrastructure de la SADC prêt pour l'approbation

LE PLAN majeur de développement d'infrastructure régional longtemps attendu de l'Afrique Australe est maintenant prêt pour l'approbation par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC prévu pour Maputo, en Mozambique en Août.

Cela suit la finalisation du plan de majeure par les ministres responsables de l'infrastructure dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), qui se sont rencontrés à Luanda, en Angola vers la fin de Juin.

Si endossé par les chefs de l'Afrique australe, le plan majeure guiderait le développement dans l'infrastructure clé comme la route, le rail et les ports et agirait aussi comme un cadre pour la planification et la coopération avec les partenaires de développement et le secteur privé.

En parlant à la réunion des ministres de la SADC responsables de l'infrastructure, le Député du Secrétaire Exécutif de la SADC responsable de l'intégration régionale, João Caholo a dit que le plan majeur est un produit de consultation "profonde" de parieur et, donc, son succès dépendra aussi à l'implémentation collective par tous les Etats- Membres.

Il a dit que aussitôt que le plan est approuvé, le Secrétariat de la SADC "faciliterait et coordonnerait la disposition d'une Conférence d'Investissement d'Infrastructure

de la SADC entre Janvier et Mars 2013" pour attirer des investisseurs potentiels. Les spectacles routiers sont aussi planifiés en Asie, Europe et aux États-Unis pour le même but.

Le plan majeur sera exécuté en trois intervalles de cinq ans – le court terme (2012-2017), le moyen terme (2017-2022) et le long terme (2022-2027).

C'est conformément à la Vision de la SADC 2027, un horizon d'implémentation de 15 ans pour prévoir des exigences d'infrastructure dans la région.

C'est aussi en accord avec le Programme de l'Union Africaine pour le Développement d'Infrastructure de l'Afrique (PIDA) et constituera une contribution clé dans la Zone de Libre- Echange tripartite formant de la SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)

Le plan majeur de la SADC guidera l'implémentation des réseaux d'infrastructure coordonnés, intégrés, efficaces, transfrontière dans les six secteurs prioritaires d'énergie, transport, tourisme, technologie informatique, météorologie et d'eau.

Dans le secteur d'énergie, il est prévu que le plan adressera



Centrale de Matimba, Afrique du Sud

quatre zones clé de la sécurité énergétique, en améliorant l'accès aux services d'énergie modernes, en tapant les ressources d'énergie abondantes et en augmentant l'investissement financier entretiens réformant la durabilité de l'environnement.

Quant aux sous-secteurs de route, rail, ports, voies navigables intérieures et réseaux de transport aériens, le Plan du Secteur de Transport adressera quatre zones clé, nominalement en améliorant l'accès à la valeur impeccable des corridors de transport; la réduction du prix de transport; l'amélioration de l'esprit de compétition et en fournissant les services de transport sain et sûrs.

Le Plan de Secteur de la Technologie de Communication Informatique (ICT) est conçue pour adresser quatre zones clé : garantir l'accessibilité, en incluant l'accès universelle à la large bande des technologies d'ICT; l'accélération de l'intégration

régionale par l'inter cohérence de large bande dans et parmi les Etats- Membres de la SADC; la réduction du prix de faire les affaires; et en améliorant l'intégrité et la sécurité d'infrastructure d'ICT.

Le Plan de Secteur D'eau priorise cinq buts, qui incluent l'augmentation de l'entreposage général d'eau dans la région;

terrain irrigué pour la sécurité alimentaire; génération d'hydroélectricité pour la sécurité énergétique; l'augmentation de l'accès à l'eau potable sain; et en améliorant des services de système sanitaire pour les citoyens de la SADC.

Le Plan de Secteur du Tourisme est destiné à accomplir l'amélioration du développement socio-économique; la facilitation du marketing collectif de la SADC comme une destination primaire; l'augmentation des arrivées touristique et les revenus des sources du marché de tourisme; et en développant le secteur de tourisme dans une manière d'environnement durable.

L'accentuation pour le Plan de Secteur de Météorologie est mise sur le besoin de garantir la disponibilité d'informations de signe annonciateur à propos des impacts de variabilité du climat et des temps hostiles. Un autre rehaut du Plan de Secteur de Météorologie sera le développement d'un cadre pour les indicateurs harmonisés pour la disposition des informations prévoyant un climat pertinent pour faciliter des préparations de mesures de mitigation contre les sécheresses, les inondations et les cyclones.

Les projets d'infrastructure de priorité identifiés seront exécutés à un prix d'environ US\$500 milliard, avec le transport, l'énergie et l'eau prenant la part importante des exigences de financement. sardc.net

Le plus grand parc solaire du monde planifié pour l'Afrique du Sud

ON FIXE que l'Afrique du Sud devienne un leader dans la révolution d'énergie verte avec un parc solaire géant planifié qui sera le plus grand dans le monde.

Le rand parc de R150-milliard – planifié pour la province chaude et sèche du Nord Cape sera construit sur des milliers d'hectares et fournira 5,000 mégawatts d'électricité,

qui sera nourrie dans la grille nationale.

Le parc sera construit en plusieurs étapes pendant neuf ans, mais les premières sections seront opérationnelles dès cette année.

Un parc solaire est une zone concentrée d'usines solaires qui sont construites dans des groupes, partageant la transmission commune et d'autre infrastructure.

Le projet est une association entre gouvernement sud-africain et l'utilité publique d'énergie Eskom, et l'Initiative de Clinton de Changement Climatique.

On s'attend à ce qu'une conférence d'investisseurs, fixé du 28 à 29 Octobre, attire des parieurs supplémentaires du secteur privé. *Bua News*

Rio+20 résultats: La verre moitié plein ou moitié vide ?

par Munetsi Madakufamba en Rio de Janeiro

LA QUESTION de si le Sommet de Rio+20 tenu au Brésil en Juin a réussi de produire un résultat satisfaisant peut être une question de conjecture.

Pourtant, ce qui est sans doute est le fait que la conférence a produit un document de résultat de 49 pages, intitulé "l'Avenir que Nous Voulons".

Le document de résultat contient ce que les critiques ont appelé des engagements faibles et non liant, confirmés par la Chine et le G77 – en incluant la plupart de l'Afrique – ont vu comme un arrosage constant du texte.

Une autre inquiétude importante était que la déclaration n'a aucun mécanisme pour l'implémentation, ou les moyens de la financer. Par exemple, en admettant le besoin de mobiliser les ressources, il n'y avait aucune figure spécifique commise.

D'autres ont acclamé la conférence pour au moins réaffirmer des plans valables du passés comme l'Ordre du jour 21, un plan d'action complet, consenti au Sommet de Rio 1992, à être pris à l'échelle mondiale, national et locale par les organisations de l'ONU, les gouvernements et d'autres parieurs dans chaque endroit où les humains affectent directement l'environnement.

Rio+20 a davantage été critiqué, comme tant de négociations globales passées - le plus récent étant la 17ème Conférence des parties (COP 17) à la Convention du Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique tenu à Durban, en Afrique du Sud – pour faillir d'atteindre l'accord international ou faillir d'atteindre des résultats qui se lient, avec une action claire vers le développement durable.

Mais est-ce que la déclaration de Rio était un verre à moitié plein ou à moitié vide?

Mis carrément, la tâche avant les leaders mondiaux, les chefs d'organisations internationales et de société civile à Rio+20 devaient prendre des décisions, annoncer des engagements et galvaniser l'action sur comment l'humanité peut réduire la pauvreté et l'inégalité et garantir la protection de l'environnement sur une planète toujours plus pleine.

Pourtant le consensus global sur les nombreux défis qui font face à l'humanité n'a aujourd'hui jamais été facile.

Autant que dans un monde où les états membres de l'ONU ont, volontairement ou involontairement, étreint la globalisation, mais ratent maintenant de le gouverner.

La population globale a augmenté à sept milliards – projeté d'atteindre huit milliards d'ici à 2030 – et a ainsi la pression sur les ressources naturelles. Et l'intervalle entre les riches et les pauvres s'est élargi.



Les états membres de l'ONU ne peuvent pas ignorer la responsabilité commune devant eux, qui débarrasse le monde de ses crises actuelles mises en corrélation de nature environnementale, économique et égalité.

Et les conférences précédentes de l'ONU ont fait bien de mettre le discours de développement durable à l'ordre du jour global, notamment de la Conférence sur l'Environnement Humain de Stockholm 1972, crédité pour donner la force d'impulsion globale à la discussion de mise en équilibre de la croissance économique et du développement avec l'écologie.

La conférence de Stockholm 1972 culminé dans la Commission de Brundtland, désignée en 1983 par le Secrétaire Général de l'ONU Javier Perez de Cuellar et a nommé après son président, Gro Brundtland de Harlem, l'ancien Premier ministre de la Norvège.

Le rapport du Commission de Brundtland a créé ce qui est maintenant devenu largement accepté comme la définition "du développement durable", l'interprétant comme "le développement qui rencontre les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de rencontrer leurs propres besoins".

Le débat qui s'ensuit sur la corrélation entre l'environnement et le développement a été prise à un niveau beaucoup plus supérieur à la Conférence de l'Environnement et du Développement des Nations Unies 1992 à Rio de Janeiro, aussi connu comme le Sommet de la Planète Terre et a cependant été acclamer comme la plus grande réunion politique avec 172 gouvernements représentés, 108 d'entre eux envoyant leurs chefs d'état ou gouvernement.

Le Sommet de la Planète Terre 1992 a mis fin ce qui a été soutenu de plus en plus à ce temps et vu comme une dichotomie fausse entre l'environnement et le développement. Parmi d'autres réalisations, Rio 1992 a été crédité pour deux accords liant, nommément la Convention sur la Diversité-biologique Biologique et la Convention du Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique (UNFCCC), dont le dernier a à son tour résulté au Protocole de Kyoto de 1997, visé à combattre contre le réchauffement global.

Dix ans plus tard est venu le Sommet Mondial sur le Développement Durable en 2002 en Afrique du Sud, qui a produit la Déclaration de Johannesburg, en tirant parti aux plus premières déclarations faites à Stockholm en 1972 et à Rio en 1992.

Différent de Rio1992, le sommet de Johannesburg a été organisé tout autour des associations conçues pour donner la force d'impulsion aux Buts de Développement du Millénaire (MDGs), plutôt que produire des nouveaux accords.

Pourtant, les critiques, ont montré que beaucoup d'engagements faits à la plupart des conférences sur le développement durable de l'ONU





Rio de Janeiro, Brazil
20 - 22 June 2012

RIO+20
United Nations
Conference on
Sustainable
Development

précédant le Rio+20 n'ont pas été réalisés, concernant particulièrement de tels problèmes fondamentaux comme la réduction de pauvreté et le nettoyage ou la protection de l'environnement.

Ils citent l'exemple du Protocole Kyoto, le seul traité juridiquement liant de combattre le changement climatique que le monde a à présent, encore certains pollueurs importants n'ont pas accédé, notamment les États-Unis, ou ont retiré, en cas du Canada.

La pauvreté est devenue plus aiguë ou est restée grandement inchangée.

A partir d'une perspective Africaine, nulle part dans le monde la pauvreté est plus sérieuse que sur le continent. En plus, les études récentes ont montré que le climat de l'Afrique chauffe plus vite que la moyenne globale.

Et les questions du développement durables et les priorités varient de continent à continent et de nation à nation.

Ainsi 20 ans depuis le dernier Sommet de la Planète Terre à Rio, les attentes de 2012 étaient aussi diverses comme les parieurs participant comme les gouvernements, les organisations internationales ou d'autres groupes différents connus dans le jargon de l'ONU comme "les groupes importants".

Il y avait sans doute une tâche d'hercule qui était devant les négociateurs entrant dans la conférence comme ils ont fait face à la tâche difficile d'équilibrer les vues énormément diverses à plus de 6,000 pages de contributions des gouvernements, des organisations internationales et des groupes importants.

Les négociations ne pourraient pas avoir été rendues un peu plus faciles avec bien de 50,000 participants à la conférence officielle et à un nombre estimé égal au parallèle Sommet du peuple (pour les groupes de société civils et les affaires).

Si la diversité des visions – sur la base de circonstances de niveaux de développement des pays ou d'intérêts du groupe des parieurs – a fait les négociations une affaire chargée, l'endroit du sommet officiel et du sommet du peuple allait toujours causer le résultat final d'être vu avec soupçon à partir d'une perspective de société civile, avec 40 km à part des deux événements.

Pour certains, le texte de la déclaration de Rio a été rejeté bien avant les négociateurs avait même atterri à Rio de Janeiro - sur les terres de

ce que l'on a jugé un processus déféctueux, en incluant la sélection des thèmes de la conférence.

La conférence avait deux thèmes convenus par les états membres de l'ONU:

- L'économie verte dans le contexte du développement durable et d'éradication de la pauvreté; et
- Le cadre institutionnel pour le développement durable.

Pendant que l'Afrique a à contrecœur étreint le concept d'économie vert, les inquiétudes ont été perceptibles, particulièrement sur l'abus potentiel de cela par les nations riches pour imposer des barrières commerciales indirectes au prétexte d'acquiescement avec de nouvelles exigences pendant la transition globale aux "produits verts".

La discussion sur l'économie verte et le changement climatique a des pays en voie de développement attachés contre les nations développées et a été plus manifeste sur le principe de "responsabilités communes mais différenciées".

La notion de "responsabilités communes mais différenciées", en survenant d'UNFCCC 1992, est un principe clé du Protocole Kyoto, où les parties reconnaissent la responsabilité directe des pays développés dans le changement climatique global aussi bien que les besoins spéciaux et les circonstances des pays en voie de développement.

Pourtant, son interprétation a été un sujet de discussion immense aux négociations globales sur le développement durable avec les pays développés accusé d'utiliser chaque truc dans le livre pour se rétracter de leurs promesses passées.

Parmi la récrimination et les charges de tactique de main forte – qui est devenu la caractéristique de négociations globales – une proposition supportée des pays en voie de développement pour un fonds de US\$30 milliard pour développement durable global a été écrasée par l'UE avant que ses mérites pourraient même être discutés.

Sans les moyens financiers pour l'implémentation, ça a laissé beaucoup de participants, particulièrement de l'Afrique, en se demandant si les aspirations exprimées dans le document de résultat de 49 pages ne resteront pas un rêve. Pourtant, le Secrétaire Général du Sommet de Rio+20, Sha Zukang, est resté optimiste du résultat.

"Nous croyons que le texte contient beaucoup d'action ... et si les mesures consécutives sont prises, il fera effectivement une différence gigantesque dans le fait de produire le changement global positif," a-t-il dit à la défense de l'accord. r

the future we want





La COMESA, l'EAC, la SADC dans une stratégie collective du changement climatique

LES PAYS de l'Afrique de l'est et australe ont établi un programme collectif du changement climatique pour harmoniser des programmes de réaction dans les régions représentées par trois corps régionaux.

On s'attend à ce que le lancement du programme collectif de cinq ans sur l'Adaptation du Changement Climatique et de Mitigation par le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC aide à adresser les impacts du changement climatique par l'adaptation commune et les actions de mitigation qui améliorent la résilience socio-économique.

Pour l'instant, un total d'environ US\$90 millions a été procuré pour financer des diverses adaptations du changement climatique et des programmes de mitigation dans les deux régions.

En parlant peu après la signature de l'Accord Tripartite pour l'Implémentation du Programme sur l'Adaptation de Changement Climatique et la Mitigation dans l'Afrique de l'est et australe, le Secrétaire Exécutif de la SADC, Tomáz Augusto Salomão a dit que le plan collectif a la capacité d'adresser le changement climatique dans la région.

"L'objectif général du programme est d'adresser les impacts de changement climatique par l'adaptation réussie et les actions de mitigation visées à la construction de la résilience socio-économique de communautés par l'Agriculture Élégante de climat (CSA)," Salomão a dit, qui est aussi le président du divisé en trois COMESA-EAC-SADC, a dit dans une déclaration.

Le degré et la gravité des impacts du changement climatique au niveau global, particulièrement dans les pays en voie de développement, sont un défi sérieux au développement durable dans le 21ème siècle.

Donc la région du COMESA-EAC-SADC, qui dépend lourdement à l'agriculture basée à la pluie pour la sécurité alimentaire, s'est embarquée à cette initiative pour renforcer des efforts d'adresser le changement climatique qui affecte de plus en plus le développement socio-économique.

On s'attend à ce que le programme du changement climatique collectif augmente les investissements dans les

pratiques agricoles de résilience climatique et d'efficacité en carbone et renforce des liaisons entre l'agriculture, la sylviculture et d'autres utilisations de terrain dans l'Afrique de l'est et Australe.

La signature de l'accord Tripartite après le sommet de Rio+20 tenu sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (UNCSD) en Juin à Rio de Janeiro, en Brésil, démontre l'engagement des trois communautés régionales

à adresser le changement climatique dans la région.

Le sommet de Rio+20 a accepté le changement climatique comme une crise tranchante et persistante dans la résolution d'augmenter la production agricole.

La signature de l'accord fournit aussi une opportunité à l'inclusion du changement climatique comme une des endroits de coopération sous le cadre Tripartite du COMESA-EAC-SADC. r



Rio+20 en dessous des attentes

LES EXPERTS en développement ont dit que l'affaire compromise du sommet de Rio+20 présentée comme "l'Avenir que Nous Voulons" est derrière des attentes des pays en voie développement.

Au lieu d'atteindre le consensus sur comment sauver la planète pendant la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable tenu à Rio de Janeiro, en Brésil, en Juin, les divisions profondes sont restées sur la voie vers un but commun.

Le Comité de Progrès Africain (APP) a exprimé la déception à l'échec du sommet de Rio+20 à livrer des engagements expressifs et mesurables pour combattre le changement climatique et ses effets à travers l'Afrique et d'autres régions en voie de développement.

"Le manque d'engagement aux buts de développement

durables définis et mesurables au Sommet de Rio+20 est un résultat profondément inquiétant," a dit le président de APP et l'ancien Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan.

"Nous tous avons une obligation aux gens les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, qui supportent le poids de la crise écologique globale - et aux générations futures, de faire mieux."

Le directeur exécutif de Greenpeace, Kumi Naidoo a consenti, en disant que Rio+20 avait repris un pas au lieu d'un mouvement en avant de l'ordre du jour du développement durable.

"L'avenir que nous voulons est arrivé un peu loin aujourd'hui. Rio+20 s'est transformé en un échec épique. Il a échoué sur l'équité, échoué sur l'écologie et échoué sur l'économie," a-t-il dit.

"Ce n'est pas une fondation sur lequel cultiver des économies ou tirer les gens de la pauvreté, c'est la dernière volonté et testament d'un modèle destructif de développement du vingtième siècle."

Le sommet de Rio+20 a été tenu sous deux thèmes. Ceux-ci étaient "l'Économie Verte dans le Contexte du Développement Durable et de l'Éradication de Pauvreté" et "le Cadre Institutionnel pour le Développement Durable".

Un total de sept régions clé a été identifié pour la discussion - l'énergie, l'eau, la sécurité alimentaire, les emplois, les villes, les océans et les désastres. Ces régions sont considéré critiques vers la réduction de pauvreté et le développement durable.

"C'est un résultat qui ne rend personne heureux," le Secrétaire Général de Rio+20, Sha Zukang, a dit à la fin du sommet. r





Le rôle de direction des femmes acceptées

LES CHEFS globaux ont accepté le rôle essentiel joué par les femmes dans l'accomplissement du développement durable et ont résolu à prioriser les mesures de de promouvoir l'égalité des sexes et l'élevation des femmes.

La Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable tenu à Rio de Janeiro, au Brésil, en Juin a noté que, bien qu'il y ait eu un progrès sur l'égalité des sexes, le potentiel des femmes pour s'engager, contribuer et profiter au développement durable comme des dirigeants, des participants et des agents de changement n'a pas été complètement rendu compte en raison des inégalités sociales et économiques persistantes.

Les 193 dirigeants qui ont assisté à la conférence ont résolu d'accélérer l'implémentation de leurs engagements respectifs contenus dans la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination contre les Femmes, aussi bien que l'Ordre du jour 21, la Déclaration de Pékin et la plate-forme pour Action et la Déclaration du Millénaire de l'ONU.

“Nous soutenons de prioriser des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes la promotion des femmes dans toutes les fils de nos sociétés, en incluant l'enlèvement de barrières à leur participation complète et égale dans la prise de décision et l'administration à tous les niveaux,” ont dit les dirigeants dans un communiqué à la fin de la conférence.

Ils ont résolu de déboucler le potentiel des femmes comme les chauffeurs du développement durable, en incluant par l'abolition des lois discriminatoires, en garantissant l'accès égale à la justice et au soutien juridique, la réforme des institutions pour garantir la compétence et la capacité pour la domination de sexe aussi bien que le développement et l'adoption des mesures innovantes pour adresser des pratiques informelles,

malfaisantes qui agissent comme des barrières à l'égalité des sexes.

“À ce propos, nous nous engageons à créer un environnement permettant pour améliorer la situation des femmes et des filles partout, particulièrement dans les régions rurales et les communautés locales et parmi les gens indigènes et les minorités ethniques,” ont dit les dirigeants.

Ils se sont engagés à instituer des réformes législatives et administratives pour donner aux femmes des droits égaux avec les hommes en ce qui concerne les ressources économiques, en incluant l'accès à la possession et au contrôle de terrain et d'autres formes de propriété, crédit, héritage, ressources minérales et de la nouvelle technologie approprié.

D'autres mesures incluent la promotion d'accès égale aux femmes et aux filles à l'éducation, aux services fondamentaux, les opportunités économiques et les services de soins médicaux, en incluant le fait d'adresser la santé sexuelle et reproductrice des femmes et garantir l'accès universelle aux méthodes modernes sûres, efficaces, abordables et acceptables pour le planisme familial.

L'Afrique Australe est une des régions qui ont enregistré un progrès dans la domination de sexe dans les politiques et les processus du développement.

Il y a eu un progrès vers la domination de sexe dans la politique et une augmentation dans le nombre des femmes dans les positions de prise de décision politiques dans la plupart des Etats Membres de la SADC depuis l'adoption de la Déclaration de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement par les dirigeants de la SADC en 1997 après la Quatrième Conférence de l'ONU des Femmes Mondiale à Pékin, en Chine en 1995.

Les plus hautes positions dans le gouvernement atteint par les

femmes ont jusqu'au présent été la Présidence en Malawi et en Ile Maurice, la Vice-Présidence en Afrique du Sud et au Zimbabwe, Premier Ministre à Mozambique et Député du Premier Ministre en Namibie.

Une femme Tanzanienne a été le député du secrétaire général des Nations Unies depuis les cinq ans passés et on a juste élu une femme Sud-Africaine pour être à la tête de la Commission de l'Union Africaine.

Il y a cinq femmes Annonceurs de Parlement ou Présidents du Sénat dans la région, au Botswana, à Lésoto, en Mozambique, en Tanzanie et au Zimbabwe.

L'Afrique du sud avait atteint, d'ici à 2009, le troisième pourcentage des femmes dans la politique au niveau parlementaire

le plus haut, avec 20 pour cent, une figure surpassée seulement par les pays nordiques avec 40.8 pour cent et les Amériques à 21.4 pour cent.

Le pourcentage moyen de la région des femmes au Parlement est plus haut que la moyenne mondiale de 18.5 pour cent, la moyenne du Sous-Saharien de 18.6 pour cent, l'Asie à 18.4 pour cent, le Pacifique à 15.2 pour cent et les États Arabes (9.1 pour cent) qui est le plus bas.

Pourtant, des mesures plus vigoureuses sont nécessaires si l'Afrique australe est d'atteindre la cible de 50 pour cent pour la représentation des femmes dans la politique et aux positions de prise de décision à tous les niveaux d'ici à 2015 conformément aux cibles régionales et continentales. r

Migiro nommé Envoyé Spécial pour le VIH et le SIDA en Afrique



Asha-Rose Migiro

ASHA-ROSE MIGIRO de la République Unie de la Tanzanie a été nommé comme l'Envoyé Spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour le VIH et le SIDA en Afrique.

Le Secrétaire-Général Ban Ki-Moon a dit que Migiro est uniquement qualifié pour ce poste en raison de son “expérience en réaction au SIDA comme le Député du Secrétaire général de l'ONU, combiné avec beaucoup des années comme avocat pour la santé et la justice sociale en Afrique.”

Migiro a exercé les fonctions comme Député du Secrétaire-Général des Nations Unies à par-

tir de 2007 à 2012 et a été activement impliqué dans la promotion de la réaction de l'ONU au SIDA, avec l'acception spéciale de réduire la vulnérabilité des femmes et des filles et garantir les droits des gens vivant avec le VIH.

“Je suis honoré d'accepter cette nomination à ce moment crucial en réaction du SIDA Africaine,” a-t-elle dit. “Le temps pour prendre nos efforts à un nouveau niveau est maintenant.”

Migiro a servi comme Ministre des Affaires Etrangères de la Tanzanie et de la Coopération Internationale à partir de 2006 à 2007 — la première femme à tenir cette position depuis l'indépendance en 1961. Elle était auparavant le Ministre du Développement de la Communauté, la Parité des Sexes et les Enfants depuis cinq ans. Avant le service Gouvernemental, elle a poursuivi une carrière dans en académie et a exercé les fonctions comme membre du Comité de l'ONU sur l'Élimination de Discrimination contre les Femmes en 2000. r



SADC établit un comité pour guider le développement de l'enseignement supérieur

LA SADC a établi un comité technique pour mener la reprise du développement de l'enseignement supérieur et la formation dans l'Afrique australe.

Le comité, à être composé des officiers supérieur d'éducation de l'autre coté de la région, a été établi par les ministres responsables à l'enseignement supérieur dans les Etats Membres de la SADC qui se sont rencontré à Johannesburg, en Afrique du Sud en Juin.

La réunion ministérielle a donné une tache au Comité Technique de la SADC sur l'Enseignement Supérieur et Formation et la Recherche et le Développement de développer un plan stratégique régional sur l'enseignement supérieur et formation, développement de recherche.

Le comité est prévu à, entre autres, reconsidérer l'accès à l'enseignement supérieur et les taux de participation dans l'Afrique australe, aussi bien que le financement et l'amélioration de la capacité d'enseignement supérieur pour guider des investissements nécessaires pour les 10-15 ans prochains.

"Ce plan exposera des priorités clé pour les deux termes de court à long terme," le Député du Ministre Sud-Africain de l'Enseignement Supérieur et Formation, Hlengiwe Mkhize, a dit.

"Si tous les plans faits par le comité technique sont exécutés efficacement et avec succès, nous verrions un impact positif dans le secteur de l'enseignement supérieur et la formation dans la région de la SADC."

Les ministres ont noté que, en raison des facteurs différents comme les ressources financières limitées, la région connaît des niveaux très bas d'enrôlement et de participation à l'enseignement supérieur quand comparé à d'autres régions en Afrique et dans le monde entier. La qualité de l'éducation se détériore aussi pendant que le nombre de

personnel académique avait décliné.

"La direction et l'administration des institutions d'enseignement supérieur sont dans beaucoup de cas faibles, pendant que la qualité des enseignants et de l'éducation qui est disponible ne fournit pas toujours une connaissance et une savoir-faire pertinente et adéquate exigées pour le marché de travail," ont dit les ministres dans une déclaration.

"Par conséquent, beaucoup de jeunes gens qui accomplissent l'enseignement secondaire ne procèdent pas à l'enseignement supérieur. Il est clair que l'enseignement supérieur ne contribue pas adéquatement au développement socio-économique, en améliorant le bien-être des citoyens pauvres qui est majoritaire et en réalisant des aspirations d'intégration régionales des gens de la SADC." Selon une étude par l'Association

des Universités Régionale de l'Afrique Australe (SARUA), la région a les niveaux de disposition d'enseignement supérieur et d'enrôlements les plus bas dans le monde, malgré la demande croissante pour l'enseignement supérieur dans les pays Africains.

SARUA a dit que pendant que les Etats Membres ont investi lourdement dans l'éducation pendant les quatre ans passés, la plupart de l'investissement est allé vers l'éducation primaire et moins sur l'enseignement supérieur.

"Par conséquent, les résultats d'enrôlement d'enseignement supérieur reflètent pauvrement sur l'investissement fait en

éducation," lit la partie du rapport de SARUA.

Les ministres de la SADC ont décidé que c'était le temps pour adresser les défis faisant face au secteur. Les ministres ont dit qu'il y a le besoin de regarder aussi la pertinence des programmes qui sont offerts dans les institutions de la SADC pour "les besoins du développement de notre région".

Les ministres ont conseillé à tous les parieurs pertinents de mobiliser et investir plus dans l'infrastructure et les ressources humaines et améliorer la direction, le gouvernement et l'administration des institutions d'enseignement supérieur. r

Le Protocole de SADC sur l'Éducation et l'Entraînement



LES ETATS Membres de la SADC ont admis en Septembre 2007 à coopérer dans l'éducation et la formation conformément à ce Protocole pour les buts d'accomplir les objectifs suivants:

- Pour développer et exécuter un système commun de collection régulière et de reportages d'informations par les Etats Membres de la position actuel et la demande et la provision du future et les régions de priorité pour la disposition d'éducation et de formation dans la région;
- Pour établir des mécanismes et une activité institutionnelle qui permet aux Etats Membres de mettre leurs ressources en commun effectivement et produire efficacement le personnel professionnel, technique, chercheur et directorial pour planifier et diriger le processus du développement en général et à travers tous les secteurs dans la région;
- Pour promouvoir et coordonner la formulation et l'implémentation des politiques comparables et appropriées, des stratégies et des systèmes d'éducation et de formation dans les Etats Membres;

- Pour promouvoir et coordonner la formulation et l'implémentation de politiques, stratégies et programmes pour la promotion et l'application de science et de technologie, en incluant la technologie moderne d'information et la recherche et développement dans la région;
- Pour travailler vers la réduction et l'élimination éventuelle des contraintes à l'accès libre et mieux, par les citoyens des Etats Membres, à l'éducation de bonne qualité et aux opportunités de formation dans la région;
- Pour travailler vers la relaxation et l'élimination éventuelle des formalités d'immigration pour faciliter le mouvement plus libre des étudiants et de personnel dans la région pour les buts spécifiques d'étude, d'enseignement, de recherche et d'autres poursuites se rapportant à l'éducation et à la formation;
- Pour progressivement accomplir l'équivalence des systèmes d'harmonisation et de standardisation de l'éducation et de la formation dans la région r



La Chine, l'Afrique vise "la nouvelle association stratégique"

LA CHINE et l'Afrique ont été d'accord sur un nouveau plan d'action pour les trois ans à 2015 comme les deux côtés s'efforcent à accomplir un "nouveau type d'association stratégique".

Les ministres responsables des affaires étrangères et de coopération économique de la Chine et de 50 pays africains ont résolu à la 5ème Conférence Ministérielle du Forum sur la Coopération Afrique-Chine (FOCAC) tenu en Juillet à Pékin, en Chine, d'approfondir l'association stratégique étayée par les valeurs d'égalité politique, la confiance mutuel,

La banque de développement de BRICS sur les cartes

ON S'ATTEND à ce que la Banque de Développement de BRICS proposé impliquant cinq économies émergente - le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud - soit établi l'année prochaine en Afrique du Sud.

On s'attend à ce qu'au lancement de la Banque de Développement de BRICS fournisse aux pays en voie de développement et émergent avec une source alternative de financement et un travail préparatoire considérable pour le lancement de la banque a été couvert pendant le Sommet BRICS 2012 tenu en Inde en Avril.

On s'attend à ce que la banque proposée finance l'infrastructure et le développement durable dans les pays en voie de développement. Cela suit des inquiétudes que les institutions financières multilatérales existantes font peu pour promouvoir le développement dans des plus pauvres pays.

En outre, les institutions financières internationales existantes sont dominées par les pouvoirs Occidentaux et imposent souvent des conditions strictes pour accéder aux prêts ou au décharge des dettes. r

coopération économique bénéficiaire à tous et les échanges culturelle.

Le Plan d'Action de Pékin (2013-2015), qui a été adopté ensemble avec la Déclaration de Pékin, se concentrera sur le commerce, l'investissement, la réduction à la pauvreté, l'infrastructure, l'établissement de capacité, la sécurité alimentaire et la coopération politique, parmi d'autres secteurs.

La Chine a promis d'exécuter "un plan spécial sur le commerce avec l'Afrique," sous lequel il enverra d'investissement et des missions pour promouvoir le commerce en Afrique, développera les importations de l'Afrique et soutiendra l'organisation d'expositions des produits Africaines pour aider les pays Africains à exporter leurs marchandises compétitives vers la Chine.

Cela inclura le soutien technique en faveur du traitement intensif des produit agricole Africain et des produits de base industriels et augmenter l'addition du valeur des produits primaires de l'Afrique par l'investissement.

Les compagnies chinoises seront encouragées à établir le traitement et la fabrication industrielle de base en Afrique pour aider à lever la valeur ajoutée des exportations Africaines.

La Chine a promis d'ouvrir davantage son marché aux produits Africains et introduire progressivement le traitement de zéro-tarif à 97 pour cent des produits des pays Africains moins développés, en incluant l'établissement "d'un mécanisme de consultation de l'endroit d'origine pour les marchandises jouissant au traitement de zéro-tarif et améliorant le mécanisme de coopération pour exécuter le traitement de zéro-tarif," ont dit les ministres.

Les deux côtés ont annoncé qu'ils "considéreraient l'établissement d'un forum d'énergie Chine-Afrique sous le cadre de FOCAC pour promouvoir des échanges et une coopération d'énergie Chine-

Afrique" en même temps renforçant la coopération dans les projets d'énergie propre et des ressources renouvelables.

"En vue du fort complémentarité et le potentiel de coopération entre la Chine et l'Afrique dans l'énergie et ressources, les deux côtés encourageront et soutiendront le développement collectif et l'utilisation nécessaire de leur énergie et ressources par les entreprises des deux côtés," ont dit les ministres.

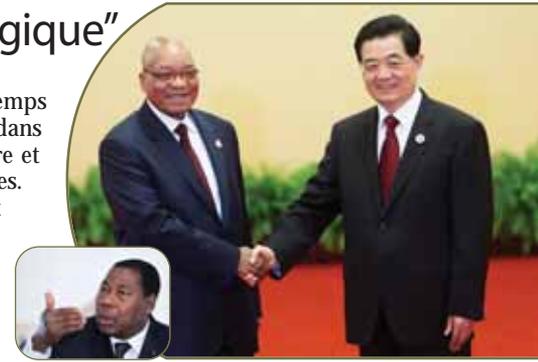
En ce qui concerne la coopération dans les affaires internationales, les deux côtés ont accepté de soutenir le rôle central des Nations Unies dans les affaires internationales et promouvoir le multilatéralisme et la démocratie dans les relations internationales.

Ils ont réaffirmé le besoin pour les réformes nécessaires de l'ONU, en notant que la priorité devrait être donnée à l'augmentation de la représentation des pays Africains dans le Conseil de Sécurité de l'ONU et d'autres institutions.

L'Afrique du Sud, qui prend pouvoir comme Coprésident du FOCAC pour six ans, a dit qu'il ferait son suprême pour réaliser les objectifs du Plan d'Action de Pékin (2013-2015), approfondirait l'engagement des pays Africains dans les activités du forum et rendre le forum compatible avec les propositions de l'Union Africaine.

Le Président chinois Hu Jintao a proposé des mesures dans cinq régions de priorité, en incluant l'assistance financière aux missions du maintien de la paix de l'UA, promouvoir les relations de la Chine avec le continent

Les nouvelles régions focal sont l'expansion d'investissement et de financement pour soutenir le développement durable en Afrique, l'assistance augmentée en Afrique, le soutien en faveur du processus d'intégration de l'Afrique et le renforcement



Président Jacob Zuma avec Président Hu Jintao.
Président Thomas Boni Yayi

de la capacité continentale à exécuter des buts générales du développement, l'élévation d'amitié de gens-à-gens et la promotion de paix et de stabilité en Afrique.

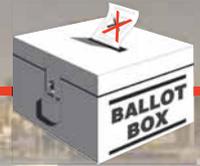
La Chine lancera pendant les trois années prochaine "l'Initiative sur l'Association Coopérative pour la Paix et la Sécurité Chine-Afrique" et approfondir la coopération avec l'UA et les pays Africains sur la paix et la sécurité, Hu a dit.

La Chine fournira le soutien financier en faveur des missions de maintien de la paix de l'UA et du développement de la Force de Secours Africaine et entraînera d'autres officiers dans les affaires de paix et de sécurité et les soldats de la paix pour l'AU.

La Chine a aussi dit qu'il soutiendra le processus d'intégration Africain et promouvra des échanges entre les gens, les mass-média et les savants de la Chine et de l'Afrique pour "établir une fondation solide du soutien public" aux relations.

Pékin a promis de fournir une ligne de crédit de US \$20 milliards aux pays Africains pendant les trois années prochaines. Les prêts soutiendront l'infrastructure, l'agriculture, la fabrication industrielle et le développement des entreprises de taille petites et moyenne.

FOCAC est un mécanisme de dialogue et de consultation collectif entre les pays Chinois et Africains lancés en 2000. La 6ème conférence ministérielle du FOCAC sera tenue à Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2015. r



Neuf parties s'inscrivent pour les élections Angolais

NEUF PARTIES politique ont été donné le feu vert pour participer au cours des élections parlementaires Angolais programmées pour le 31 Août pendant que 18 d'autres ont été disqualifiés pour avoir failli de respecter les exigences de la Loi Électorale du pays.

Le président du Cour de justice Constitutionnel, Rui Ferreira a dit que cinq des parties se représenteront séparément pendant que les restes sont des coalitions inventées de 20 petites parties qui ont exprimé l'intérêt de prendre part au cours des élections.

Les cinq parties principales incluent la partie dirigeant le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) et l'opposition principale l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA). D'autres sont le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), la Partie pour la Rénovation Sociale (PRS) et la Partie Populaire pour le Développement (PAPOD).

Les coalitions incluent la Convergence du Salut d'Angola la Coalition Électorale-Large (CASA-EC), qui est un abri pour quatre petites parties et est l'invention de l'ancien fonctionnaire supérieur de l'UNITA, Abel Chivukuvuku.

D'autres coalitions sont l'Opposition du Conseil Consultatif Politique (CPO), la Nouvelle Démocratie (ND) et le Front Uni pour le Changement de l'Angola (FUMA).

Le ND est une coalition de sept parties pendant que le CPO et FUMA sont des groupes ombrelle inventés de quatre et six petites parties, respectivement.

Ferreira a dit que des 27 applications soumises à la cour de justice, 18 ont été disqualifiés comme ils n'ont pas satisfait les besoins minimaux de 14,000 signatures de supporters qui sont enregistrés comme électeurs, parmi d'autres raisons. Parmi ceux rejeté sont le Bloc Démocratique (BD), mené par l'ancien membre de la partie dirigeant Justino Pinto de Andrade; et la Partie Populaire (le PP), qui a été formé par l'avocat David Mendes.

Selon la Commission Électorale Nationale (CNE), environ neuf millions des Angolais sont enregistrés pour voter au cours des prochaines élections.

Le porte-parole de la CNE Julia Ferreira a dit que plus de 10,780 bureaux de vote seront établis autour du pays.

Ceux-ci seront les troisièmes élections depuis que l'Angola a atteint l'indépendance du Portugal en 1975. La première élection de post-indépendance a été tenue en 1992, avant que la guerre civile ait été renflammée par l'UNITA mené par Jonas Savimbi et les deuxièmes sondages ont été tenus en 2008. Le conflit a fini en 2002 avec la mort de Savimbi.

Le MPLA a gagné plus de 81 pour cent et a utilisé sa commande comme majorité parlementaire pour passer un radeau de nouvelles lois en incluant une nouvelle constitution qui a aboli des élections présidentielles directes en faveur d'un collège des électeurs.

Conformément à la nouvelle Loi Électorale, on élira le Président et le Vice-Président indirectement. Le Chef d'Etat sera choisi par la partie avec la majorité parlementaire. r



Assemblée Nationale d'Angola

SADC recommande l'implémentation du guide de Madagascar

SADC A autorisé l'ancien Président Mozambicain, Joaquim Chissano, de faciliter une réunion entre le dirigeant provisoire Andry Rajoelina du Madagascar et le président déposé Marc Ravalomanana avec une vue d'accélérer l'implémentation d'une guide de paix qui est clé à la disposition des élections crédibles.

Le Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC tenu à Luanda, en Angola en Juin a décidé que Chissano devrait faciliter d'urgence le dialogue et convoquer une réunion entre Rajoelina et Ravalomanana pour rapporter au fil l'implémentation d'un guide signé par les parties politiques Malagasy en Septembre 2011.

Chissano est le médiateur de la SADC dans le conflit politique de Madagascar.

Le guide de paix cherche à rendre le pays à la normalité constitutionnelle après un coup de 2009 qui a vu Rajoelina enlever inconstitutionnellement Ravalomanana du pouvoir avec le soutien de l'armée. Le Madagascar est actuellement suspendu de la SADC.

"Le sommet a autorisé le médiateur de la SADC et de Troika de l'Organe pour faciliter le dialogue et convoquer une réunion entre S.E. Andry Rajoelina, le président de la Haute Autorité de Transition et S.E Marc Ravalomanana, l'ancien Président comme urgence pour garantir l'implémentation complète du guide et créer un environnement permettant pour



L'ancien Président J Chissano

tenir les élections crédibles, libres et équitables," ont dit les dirigeants de la SADC dans un communiqué.

Le guide tient compte du retour sans condition de l'exil de Ravalomanana et l'établissement des institutions transitionnelles en avance des élections.

Le Sommet Extraordinaire a noté qu'un Bureau de Liaison de la SADC établi en Novembre 2011 pour soutenir le processus d'implémentation était complètement opérationnel, avec les officiers de Troika de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité et les représentants de la présidence de la SADC présent depuis Janvier de 2012. r

Calendrier des Evénements Août - Octobre 2012

Août 1-3, Afrique du Sud	<p>La Conférence de la Transformation Agricole, du Développement Economique et de la Réforme du Terrain</p> <p>L'événement réunira des experts agricoles, des chercheurs, des universitaires et des parlementaires des pays Africains pour discuter les questions clé sur l'agriculture et la réforme de terre, en incluant l'accès aux graines améliorées et aux droits de bail de terrain des femmes.</p>
12-18, Mozambique	<p>Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC</p> <p>Les leaders de la SADC se rencontrent pour discuter des questions visées à la promotion de l'intégration et du développement régionale. Le sommet est précédé par les réunions des fonctionnaires supérieures et du Conseil des Ministres.</p>
13-24 Août, Zimbabwe	<p>Le Forum de Perspective du Climat de la Région de l'Afrique Australe</p> <p>Les savants des services météorologiques nationaux des états-membres de la SADC se rencontrent pour reconsidérer la perspective du climat régionale. La conférence de SARCOF 13-21 Août est suivie par un processus des prévisions annuel 22-14 Août où les experts utilisent des indicateurs de la hauteur des précipitations saisonnière pour produire des prévisions régionaux pour la saison de pluie 2012-2013.</p>
26-31, Suede	<p>La Semaine Mondiale de l'Eau</p> <p>La Semaine Mondiale de l'Eau a été le point central annuel pour les questions de l'eau globale depuis 1991. Commémoré à Stockholm, Suède, chaque année la Semaine Mondiale d'Eau adresse un thème particulier pour permettre un plus profond examen d'un sujet spécifique concernant l'eau. Le thème de cette année est "l'Eau et la Sécurité Alimentaire".</p>
Septembre 4-5, Afrique du Sud	<p>L'Énergie Solaire Afrique</p> <p>La conférence fournira des informations sur les mécanismes financiers nécessaires pour que l'énergie solaire offre une solution étendue aux déficiences actuelles d'énergie en Afrique et les développements d'infrastructure qu'il faut pour soutenir une chaîne de provision efficace entre les fournisseurs indépendants et la grille. Il servira aussi comme vitrine des technologies d'énergie solaires disponibles récentes.</p>
10-14, Tanzanie	<p>La Conférence Ministérielle de l'Environnement</p> <p>La 14ème Séance Régulière (AMCEN-14) fournira une plateforme aux ministres d'environnement des pays Africains pour discuter les résultats clé de la Conférence sur le Développement Durable de l'ONU (Rio+20) et adresser d'autres questions émergent liées au développement durable et à l'environnement en Afrique.</p>
12-14, Afrique du Sud	<p>La Réunion du Comité des Fonctionnaires des Banques Centrales</p> <p>Le Comité des Fonctionnaires des Banques centrales et le Comité des Gouverneurs des Banques centrales est une structure régionale de la SADC qui s'occupe du développement des institutions financières et des marchés, la coopération concernant les relations internationales et régionales financières, et monétaire, l'investissement et les politiques du commerce des devises.</p>
Octobre 8-12 Ethiopie	<p>La 5ème Conférence Ministérielle de l'UA sur le Contrôle de drogue</p> <p>La conférence reconsidérera et renforcera des mécanismes pour la responsabilité partagée pour les drogues illicites en Afrique et discutera le Plan d'Action révisé et proposé de l'Union Africaine sur le Contrôle de drogue (2013-2018). Les ministres discuteront aussi une Position Commune Africaine sur les Substances Contrôlées et l'Administration de Douleur.</p>



L'AFRIQUE AUSTRALE

AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol 14 No 5 Août 2012

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana

Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070

Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu, Stalin Tazvitya, Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Ndiyavhonga Ndou, Tanyaradzwa Chiwara, Danai Majaha, Nobuhle Sithole.

CONSEILLER À LA RÉDACTION

Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC

Leeefa Penehupifo Martin

TRADUCTION

Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Energie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2012

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1, 2, 4 P. Johnson, D. Martin, SARDC, gstatic.com, Nampower; P2 P. Johnson, worldspresidents.com; P4 wikimedia.com, freedigitalphotos.net, blogspot.com; P5 AU; P6 P. Ziramba, solarfine.com; P7 ecogeneration.com; P8,9,10 M. Madakufamba; P10 APG; P11 flickr.com; P12 blogspot.com P13 images.radio86.eu, www.zimbopicures.com; P14 www.angola; P16 sadc.int, C. Marimo

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe

Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271

Adel: sadctoday@sardc.net

www.sardc.net Connaissance pour le Développement




www.sardc.net

Knowledge for Development



20 Ans

1992 - 2012

Racines de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe

LE TRAITÉ de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) a été signé par les Chefs d'Etat et Gouvernement en Windhoek, Namibie, le 17 Août 1992, peu après l'indépendance de la Namibie, en remplaçant la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) établi en Avril de 1980 à Lusaka, Zambie.

C'a été fondé sur la conclusion par les Chefs d'Etat et Gouvernement que l'indépendance politique était presque complète dans la région et leur déclaration, "l'Afrique Australe — Vers la Libération Économique".

Ils ont promis dans le nouveau Traité "de renforcer et consolider les affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et les liens parmi les gens de la région."

Le Traité expose les principes de SADC comme:

- égalité souveraine de tous les Etats Membres;
- la solidarité, la paix et la sécurité;
- les droits de l'homme, la démocratie et la règle de loi;
- l'équité, la balance et l'avantage réciproque; et,
- règlement pacifique de disputes.

SADC Ordre du jour Commun

Les objectifs de SADC sont de promouvoir la croissance économique durable et équitable et le développement socio-économique, améliorer la norme

et la qualité de la vie des gens de l'Afrique Australe et soutenir en société défavorisé par l'intégration régionale; promouvez des valeurs politiques communes, des systèmes et d'autres valeurs partagées par les institutions qui sont démocratiques, légitimes et efficaces; et, consolidez, défendez et maintenez la démocratie, la paix, la sécurité et la stabilité.

D'autres objectifs sont de promouvoir le développement de soutien de soi sur la base de la dépendance de soi collective et de l'interdépendance d'Etats Membres; mettez en ligne des stratégies nationales et régionales et des programmes; maximisez l'emploi productif; accomplissez l'utilisation durable de ressources minérales et de protection efficace de l'environnement; combattez VIH et le SIDA et d'autres maladies communicables; éradication de pauvreté d'adresse; et le genre principal dans le processus de bâtiment de communauté.

Le Traité présente plusieurs initiatives destinées pour accomplir ces objectifs, en incluant l'harmonisation de politiques politiques et socio-économiques et de plans; et en encourageant les gens de la région et de leurs institutions prendre leurs propres initiatives de développer les liens économiques, sociaux et culturels à travers la région et participer complètement à l'implémentation des programmes et des projets de SADC. r

Héros et Patrimoine

Cinq pays célèbrent leurs héros dans cette période.



Le 13-14 Août. Le Zimbabwe commémore le Jour des Héros National et le Jour de Forces

Armées pour honorer ceux qui ont mené la guerre de libération nationale et ceux tués par les atrocités Rhodésiennes comme le Camp de Liberté en Zambie et Nyadzonia à Mozambique où des milliers de civils non armés ont perdu leurs vies.



Le 26 Août. La Namibie marque le Jour des Héros (le Jour de Namibie) quand des milliers de Namibiens se rassemblent à de différents lieux de réunion chaque année pour se souvenir de leurs héros à la date du lancement officiel de la lutte longue et amère pour l'indépendance quand la première balle a été renvoyée en 1966 à Omugulu-Gwombashe dans la région Omusati.



Trois jours au Mozambique. **Le 7 Septembre, le 25 Septembre, le 4 Octobre.** Mozambique commémore trois dates importantes, en commençant le 7 Septembre, quand l'accord historique a été signé avec le Portugal en 1974 à Lusaka, en apportant un cessez-le-feu et une transition à l'indépendance. Le Jour de Forces Armées le 25 Septembre marque le début de la guerre de libération quand les premiers coups ont été renvoyés dans une province du nord de Cabo Delgado en 1964. Le Jour de Réconciliation et de Paix se tache l'accord de paix a signé le registre Rome en 1992 après 16 ans de conflit et de deux ans de négociations ardues menées par Armando Emilio Guebuza, maintenant le Président de Mozambique et le prochain Président de SADC.



Le 17 Septembre. L'Angola se souvient d'Agostinho Neto, le Président de fondation et le symbole de nationalisme Angolais, eu un effet cette date en 1922 et est mort en 1979 à l'âge de 56 ans après le fait de mener la guerre de libération qui a apporté l'indépendance du Portugal en 1975.



Le 24 Septembre. Afrique du Sud célèbre son héritage culturel chaque année à cette date pour encourager tous les Sud-Africains à célébrer la diversité de leurs convictions et traditions. Le thème pendant le Mois d'Héritage 2011 "Célébraient les Héros et les Héroïnes de la Lutte de Libération dans Afrique du Sud", reraccorder la nation avec son héritage collectif riche et divers de libération.

JOURS FERIES DANS LA SADC

Août-Septembre 2012

1 Août	Journée de Parents	RDC
6 Août	Journée de Fermiers	Zambie
8 Août	Journée Paysanne Nane Nane	Tanzanie
9 Août	Journée National pour Femmes	Afrique du Sud
13 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
14 Août	Journée des Force Défensives	Zimbabwe
15 Août	Journée de l'Assomption	Madagascar, Ile Maurice, Seychelles
17 Août	Journée de SADC *	Tous
19 Août	Eid Ul Fitr **	Malawi, la Maurice, Tanzanie
20 Août	Jour férié	Malawi, Tanzanie
26 Août	Journée des Héros	Namibie
27 Août	Jour férié	Namibie

* Le Jour de SADC n'est pas un jour férié, mais une commémoration de signer le Traité de SADC le 17 Août 1992

** La date exacte compte sur la vue de la nouvelle lune

3 Septembre	Danse de Roseau d'Umhlanga	Swaziland
6 Septembre	Journée de l'indépendance de Somhlolo	Swaziland
7 Septembre	Jour d'Accord de Paix de Lusaka	Mozambique
17 Septembre	Journée des Héros National	Angola
20 Septembre	Ganesh Chaturthi	Maurice
24 Septembre	Journée de l'Héritage	Afrique du Sud
25 Septembre	Journée de Forces armées	Mozambique
30 Septembre	Journée du Botswana	Botswana